

# BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide  
Aux membres et familles  
**DE LA GENDARMERIE /**



# SOMMAIRE

## Gendarme tué en Guyane : ..... 4

Un quatrième suspect arrêté.

## Gendarme tué en Guyane : ..... 5

Âgé de 35 ans, Arnaud était père de deux enfants.

## Cinq ans après les attentats de Trèbes et de Carcassonne ..... 6

Un procès prévu début 2024.

## "Des hommes, des femmes ..... 8 et des familles" à Mayotte

Les gendarmes de la brigade nautique interceptent toujours plus de bateaux de migrants.

## Découvrez en 5 images ..... 10 l'Arsenal de la gendarmerie Maritime

## Portraits : Priscilla, première ..... 12

Femme motard de la gendarmerie du Tarn-et-Garonne

## Hélicoptères, drones, militaires : ..... 15

L'exercice de la gendarmerie ne passe pas inaperçu

## Sainte-soline : ..... 17

Le patron de la gendarmerie trouve "ahurissant" de dire que les forces de l'ordre ont interdit aux secours d'intervenir

## Castelnau-Le-Lez ..... 20

**Vanessa DEMARIA**, "les gendarmes ont un devoir d'exemplarité"

## La police et la gendarmerie ..... 22

passent aux scooters électriques conçus à Nantes

## Des médecins retraités ..... 24

sollicités pour épauler les gendarmes et les policiers du Cher

## Yvelines : Gérard Darmanin ..... 26

concerte les élus pour former de nouvelles brigades de gendarmerie

## Baptême de l'air ..... 28

pour les nouveaux chiens de la brigade cynophile avec la gendarmerie d'Egleton

## Les femmes à l'honneur ..... 29

dans la gendarmerie de la Marne

# EDITO

La sollicitation des forces de l'ordre et notamment de nos gendarmes se multiplie au gré des manifestations ultraviolettes et des interventions du quotidien qui peuvent dégénérer en drame à tout moment.

Sainte-Soline, les manifestations contre la réforme des retraites, les confrontations avec les black-blocs, la violence de la délinquance ou l'orpaillage en Guyane mettent en exergue les conditions de travail des gendarmes de plus en plus difficiles et dangereuses.

Au-delà de la fatigue physique et psychologique, c'est le risque de ne pas rentrer à la maison qui impactent le moral des gendarmes et de leurs familles.

Le « corvéable à merci » de ce métier prend alors toute sa dimension sacrificielle et oblige ces représentants de l'état à subir sans faillir ; il ne faut surtout pas de bavure donc ne pas bouger même lorsque que l'on vous jette des cocktails molotov ou des boules de pétanque au visage avec l'intention de tuer.

Alors la grande muette continue de souffrir en silence pour éviter aux politiques de se justifier ou d'assumer les méthodes de maintien de l'ordre nécessaires et proportionnelles à ces attaques inadmissibles.

On ne peut malheureusement que rendre hommage à tous ces hommes et femmes qui continuent à croire en leur vocation et les remercier de leur abnégation et de leur sens du devoir.

Trimestriel Edition 2023 - Revue Officielle de L'ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE

Siège Social : 35, les planèzes 23400 Bourgneuf

**Régie publicitaire exclusive** : Service administratif publicitaire

565, avenue du Prado - 13008 Marseille - Tél. 04 91 57 37 68 - Fax 04 91 57 37 69

Mail : [secretariat@sap-editions.fr](mailto:secretariat@sap-editions.fr) | N° de tva intracom. : FR31 v797 511 276 00017

**Impression** : **MEDIAPRINT** - 84120 PERTUIS

Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif

Publicitaire

# GENDARME TUÉ EN GUYANE : UN QUATRIÈME SUSPECT ARRÊTÉ

Un major du GIGN avait été abattu le 25 mars lors d'une opération menée contre des orpailleurs illégaux. Trois premiers suspects avaient déjà été arrêtés.

Un homme soupçonné d'appartenir à un groupe de braqueurs de mines d'or clandestines impliqué dans la mort d'un gendarme fin mars en Guyane, a été interpellé lundi, a-t-on appris ce mardi auprès de la gendarmerie.

Le major du GIGN Arnaud Blanc, 35 ans, est décédé le 25 mars alors qu'il participait avec neuf camarades à une opération contre l'orpaillage illégal sur le site clandestin de Dorlin. Le 8 avril, un premier suspect, le tireur présumé, un Brésilien, avait été interpellé. Deux autres, de même nationalité, avaient été arrêtés le 18 avril.

Le suspect arrêté lundi, dont l'âge n'est pas connu, se fait appeler Bia. Son interpellation a été réalisée grâce à l'appui de « garimpeiros », chercheurs clandestins d'or, selon la gendarmerie. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) a procédé à son interpellation dans le secteur Café, sur la commune de Maripasoula, frontalière avec le Suriname, a indiqué la gendarmerie de Guyane sur sa page Facebook.

## ■ D'autres suspects recherchés

L'endroit – en pleine forêt – est situé « à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la zone de Dorlin », a précisé le général Jean-Christophe Sintive, commandant la gendarmerie de Guyane. L'opération «



s'est déroulée au crépuscule, elle a été très compliquée à monter », a ajouté le général Sintive. Les opérations ne sont pas terminées, « on (...) cherche encore d'autres » suspects, a poursuivi le militaire.

Le premier suspect est en détention provisoire au centre pénitentiaire de Ducos en Martinique, les deux autres ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la juridiction interrégionale spécialisée de Fort-de-France.

Source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr)



# **GENDARME DU GIGN TUÉ EN GUYANE : ÂGÉ DE 35 ANS, ARNAUD ÉTAIT PÈRE DE DEUX ENFANTS**

Le militaire se trouvait en mission en forêt, dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal.

Comme le relate La Semaine des Pyrénées, le maréchal des logis-chef Arnaud Blanc, âgé de 35 ans et affecté à l'antenne GIGN (AGIGN) de Cayenne, est décédé ce matin des suites d'une blessure par balle.

Les gendarmes, appuyés par quatre militaires des Forces armées en Guyane (FAG), et un auxiliaire sanitaire, ont investi trois carbets. Comme l'explique le quotidien régional, dans l'un d'eux se trouvaient deux garimperos qui ont ouvert le feu en direction des gendarmes.

Chef de groupe au sein de l'AGIGN de Cayenne, le maréchal des logis-chef Arnaud

Blanc est touché au thorax. Malgré les premiers soins prodigués sur place par l'auxiliaire sanitaire, le gendarme est décédé avant l'arrivée d'un hélicoptère PUMA pour l'évacuer vers le centre hospitalier.

Pacsé et père de deux enfants, il était entré en gendarmerie en 2009 en qualité de gendarme adjoint volontaire. Une enquête a été ouverte par le parquet et confiée à la section de recherche de Cayenne.



# CINQ ANS APRÈS LES ATTENTATS DE TRÈBES ET DE CARCASSONNE, UN PROCÈS PRÉVU POUR DÉBUT 2024

Il y a cinq ans, les attentats de Trèbes et de Carcassonne faisaient quatre morts, dont le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. Tout a commencé au matin du 23 mars 2018, lorsque Radouane Lakdim, un jeune délinquant de droit commun fiché en raison de sa radicalisation, a volé une voiture à Carcassonne. Armé, il a tué le passager de 61 ans et blessé le conducteur de 26 ans.

La suite tiré sur un groupe de CRS à proximité de leur caserne, blessant l'un d'eux, avant de rejoindre un supermarché à Trèbes. Se présentant comme un « soldat » du groupe État islamique (Daech), il a

alors tué un boucher et un client. Arrivé sur les lieux, le lieutenant-colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame s'est substitué à une hôtesse de caisse prise en otage. Il a tenté d'obtenir la reddition de l'assailant, avant d'être assassiné. L'auteur des attaques a été tué lors de l'assaut du GIGN dans le supermarché.

#### ■ Association de malfaiteurs terroriste criminelle

L'enquête a été bouclée en mars 2022, quatre ans après les attaques. La revendication de Daech a été jugée « opportuniste » par la justice : les investigations n'ont pas établi que Radouane Lakdim

“ Ces sept accusés, une femme et six hommes âgés de 23 à 34 ans, vivaient pour la plupart dans la cité Ozanam à Carcassonne, celle où habitait aussi l'auteur des attaques,



avait eu des contacts avec l'organisation avant de passer à l'acte.

Un procès se tiendra du 22 janvier au 23 février 2024, durant lequel sept personnes de l'entourage de l'auteur des attaques seront jugées devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Ces sept accusés, une femme et six hommes âgés de 23 à 34 ans, vivaient pour la plupart dans la cité Ozanam à Carcassonne, celle où habitait aussi l'auteur des attaques, délinquant de droit commun radicalisé, âgé de 25 ans. Aucun ne comparaitra pour complicité.

Cinq d'entre eux, soupçonnés d'avoir apporté leur aide à Radouane Lakdim en connaissant sa radicalisation, ont été renvoyés pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». Deux hommes seront quant à eux jugés pour des délits connexes, l'un pour « détention d'armes », l'autre pour « non-dénonciation de crime ».

Parmi les principaux accusés figurent la petite amie, Marine Pequignot, 22 ans, et le plus proche ami de l'assaillant, lui aussi délinquant de droit commun connu pour sa radicalisation islamiste, Samir Manaa, 27 ans.

#### ■ Qualifications criminelles

Marine Pequignot, une convertie « totalement imprégnée de l'idéologie djihadiste » selon l'ordonnance de mise en accusation, avait justifié lors de sa garde à vue les attaques de Radouane Lakdim, qu'elle fréquentait depuis plusieurs années, avant de nuancer plus tard ses propos.

Samir Manaa, délinquant de droit commun, faisait du sport et du trafic de stupéfiants avec Radouane Lakdim. Quinze jours avant les faits, il l'avait accompagné pour acheter le poignard qui sera utilisé pour tuer Arnaud Beltrame.

Trois autres hommes, Sofiane Boudebouza, 24 ans, Reda El Yaakoubi, 32 ans, et Ahmed Arfaoui, 27 ans, sont renvoyés pour des qualifications criminelles alors que le parquet national antiterroriste n'avait retenu à leur encontre que des délits.

# "DES HOMMES, DES FEMMES ET DES FAMILLES" : **À MAYOTTE**

## LES GENDARMES DE LA BRIGADE NAUTIQUE INTERCEPTENT TOUJOURS PLUS DE BATEAUX DE MIGRANTS

Dans le cadre de l'opération "**Wuambushu**" dédiée à la lutte contre l'immigration illégale, ces militaires ont été chargés de renforcer leurs patrouilles pour repérer les kwassas-kwassas, ces bateaux de pêche abritant des habitants des Comores sans papier. Franceinfo a suivi l'une de ces sorties en mer.

Le soleil va bientôt se coucher et le navire intercepteur de la brigade nautique de Mayotte s'éloigne doucement des côtes de Mamoudzou. "On est partis pour une patrouille de 16 heures à minuit. En plus des deux bateaux de gendarmerie, deux bateaux de la PAF (police aux frontières) qui occupent les différents secteurs de l'île", explique Mohamedi, l'un des deux chefs de bord, en lien permanent avec l'opérateur de la marine nationale.

"On met un peu plus de moyens sur l'eau, on a réarticulé le dispositif", explique-t-il. Alors que l'opération "Wuambushu" contre la délinquance et l'immigration illégale, se poursuit, Mohamedi et ses collègues ont été chargés de renforcer leurs patrouilles.

Dans leur viseur : les kwassas-kwassas, ces canots de pêche venus des Comores avec à leurs bords des dizaines de passagers en situation irrégulière.

### ■ **Mayotte, point d'arrivée de toute la région**

À bord du navire, deux écrans. "Ça permet à la personne qui m'accompagne d'avoir directement le visuel sur la cartographie de l'île pour me guider en cas de nécessité", décrit Ludovic, lui aussi aux commandes. Plusieurs messages signalent des pêcheurs, c'est ce que l'on appelle "les levées de doute".

"La marine a différents radars pour surveiller un peu tout le lagon. Et si jamais ils aperçoivent ce qu'on appelle un écho - le radar va capter un objet sur l'eau - sur lequel ils ont un doute, ils vont nous envoyer pour qu'on puisse vérifier, poursuit le militaire. Nous, on va leur dire si ce sont des simples pêcheurs ou alors une embarcation qui pourrait venir des Comores ou de Madagascar parfois". Mayotte est devenue le point d'arrivée des migrants



grandes, entre huit et neuf mètres, décrit Ludovic. Parfois, c'est juste du bois ou autre. Et ils sont jusqu'à 30, voire 40 personnes parfois, ce qui est très dangereux pour la navigation. Donc nous, on va d'abord aller dessus et si on voit que les conditions de navigation ne sont pas bonnes pour eux, on les fera monter sur notre embarcation, on les fera revenir sur terre. Et cela engendre forcément un contrôle d'identité. Et les personnes qui ne sont pas en mesure de justifier de leur identité seront remises aux services nécessaires pour de plus amples vérifications", précise le gendarme. Sur ces embarcations de fortune, "il y a des hommes, des femmes, enfants, familles, glisse-t-il. Parfois, ça arrive aussi d'avoir des personnes malades". Ce soir-là, la mer est agitée, mais la situation calme. Puis un faisceau laser vert fluo qui clignote au large attire l'attention des militaires. "Il faut voir si le laser n'est pas en train de guider une embarcation en mer, indique Mohamed. Mais vu qu'il n'y a pas de lumière... En général, les pêcheurs ont leur lumière quand ils sont en mer". Après plusieurs minutes à scruter la surface de l'eau à l'aide de puissants projecteurs, fausse alerte. "Ce sont des choses qui arrivent. Et il vaut mieux aller lever le doute, être sûr que ce n'est pas une embarcation qui a besoin de porter secours plutôt que de laisser passer", conclut Ludovic.

### ■ Le souvenir d'un "bébé d'un an"

Parfois, les gendarmes arrivent trop tard. L'adjudant Stéphane, originaire de Grasse, et en renfort pour quatre mois à Mayotte, se souvient de son premier jour avec la brigade nautique : "Elle m'a marqué celle-là, c'était la première, mais également parce qu'il y avait un bébé mort sur l'embarcation, un bébé d'un an. Tout ce qui s'ensuit... L'arrivée des secours en bateau, la dépose de la dépouille sur le quai à Mamoudzou. C'est choquant".

Malgré le refus des Comores de laisser accoster sur ses côtes les bateaux de migrants comoriens expulsés, les gendarmes disent poursuivre sur leur mission.

Source : [www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr)

de toute la région : Comoriens en tête, mais aussi Malgaches et Africains de l'Est. L'année dernière, 8 000 personnes avaient déjà été arrêtées, soit une hausse de 23% par rapport à 2021. Selon la préfecture de Mayotte, pour le seul trimestre 2023, 2 255 personnes interpellées et 173 kwassas-kwassas interceptés, un chiffre au plus haut depuis deux ans.

### ■ "Cela engendre forcément un contrôle d'identité"

"Il faut imaginer que c'est quand même des embarcations qui font, pour les plus

# DÉCOUVREZ **EN 5 IMAGES** L'ARSENAL DE LA GENDARMERIE MARITIME POUR VEILLER SUR LES MILITAIRES DANS LA MÉTROPOLE TOULONNAISE

Sur l'arsenal de Toulon comme sur la base aéronavale de Hyères, la gendarmerie maritime participe discrètement à la sécurité des enceintes.

C'est le premier bâtiment qu'on voit à la droite de l'entrée principale de l'arsenal toulonnais... et on y prête pourtant en général aucune attention. Un peu éclipsée par les autres corps d'armée, la Gendarmerie cultive la discrétion à l'ombre de la Marine. Elle est pourtant indispensable à la vie de bases que tout associe à des villes dans la ville. C'est vrai à Toulon, comme à Hyères.

Entre sécurité routière, recherche de renseignements, criblage des entrées, veille contre le terrorisme ou enquêtes judiciaires, les missions des gendarmes sont variées et stratégiques pour la Défense nationale.

## **1. LE RECUEIL DE RENSEIGNEMENTS**

Sur un terrain militaire comme dans les villages, le gendarme nourrit son travail de contacts afin de recueillir des renseignements. Que ce soit pour remplir leurs missions de police judiciaire, de renseignements ou de défense, les gendarmes maritimes multiplient donc les occasions de nouer des relations avec les différentes unités.



Entre sécurité routière, recherche de renseignements, criblage des entrées, veille contre le terrorisme ou enquêtes judiciaires, les missions des gendarmes sont variées et stratégiques pour la Défense nationale.  
**Photo P.-H.C.**



À pied, à vélo ou en voiture, les gendarmes maritimes veillent au grain.  
**Photo P.-H.C.**



3.

## 2. UNE VEILLE CONSTANTE

24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, les gendarmes maritimes veillent sur les enclaves de la Marine pour intervenir au moindre incident. À pied, à vélo ou en voiture, ils réalisent des patrouilles régulières afin de garder tout le secteur sous surveillance.

## 3. LES PROCÉDURES JUDICIAIRES

La gendarmerie maritime est compétente pour recevoir les plaintes concernant des méfaits commis sur les bases, comme à l'extérieur s'ils concernent de militaires ou des civils travaillant sur l'enceinte. Les procédures judiciaires ne représentent cependant pas plus de 10% de l'activité de la brigade maritime.

## 4. LES CONTRÔLES DE LA GENDARMERIE MARITIME SUR LES SITES MILITAIRES

Au quotidien les gendarmes veillent à faire appliquer le Code de la route sur la voirie des sites militaires. L'arsenal à lui seul totalise en effet 30 kilomètres de route. Les gendarmes peuvent aussi faire des contrôles inopinés des véhicules ou de l'alcoolémie. Matelot ou amiral, tout le monde y passe. Rappelons qu'à Toulon, environ 24.000 personnes (civiles et militaires) entrent et sortent quotidiennement. À Hyères, ce sont 1.300 personnes qui franchissent tous les jours les grilles de la base.



4.

Au quotidien les gendarmes veillent à faire appliquer le Code de la route sur la voirie des sites militaires. **Photo P.-H.C.**

## 5. LES CHIFFRES CLÉS

« Parmi les quelque 100.000 gendarmes français, 1.550 seulement servent la gendarmerie maritime », note le lieutenant-colonel Delphine Séguier, à la tête de la compagnie de Toulon. Sous ses ordres, une cinquantaine de militaires sur les enclaves dépendant de l'arsenal de Toulon et 6 sur la celles rattachées à BAN de Hyères. La compagnie de Toulon est aussi compétente sur les Alpes-Maritimes et la Corse. Deux compagnies (Toulon et Marseille) composées de 300 militaires et 100 réservistes se partagent l'arc méditerranéen



5.

« Parmi les quelque 100.000 gendarmes français, 1.550 seulement servent la gendarmerie maritime », note le lieutenant-colonel Delphine Séguier, à la tête de la compagnie de Toulon. **Photo P.-H.C.**

Source : [www.varmatin.com](http://www.varmatin.com)



© Max Lagarrigue

# **PORTRAIT :**

## **PRISCILLA, PREMIÈRE FEMME MOTARD DE LA GENDARMERIE DU TARN-ET-GARONNE**

À tout juste 30 ans, la jeune sous-officier a réussi à passer le très sélectif test du centre national de formation à la sécurité routière (CNFSR) de Fontainbleau. Elle fait ainsi partie des 72 femmes motards de la gendarmerie nationale. Depuis le 1er avril, elle fait partie des 17 motards de l'Escadron départemental de la sécurité routière (EDSR) de Tarn-et-Garonne. **Portrait.**



© Max Lagarrigue

Sur les 3 000 motards que compte la gendarmerie nationale, elles ne sont qu'une poignée de femmes à avoir pu intégrer ce corps d'élite encore très fermé à la féminisation en raison notamment d'un critère de taille (1,70 m minimum) et d'une formation très exigeante dispensée au Centre national de formation à la sécurité routière (CNFSR) de Fontainebleau.

**Avec seulement 72 femmes ayant passé cette drastique sélection peu d'escadrons départementaux de la sécurité routière (EDSR) comptent ainsi dans leurs rangs une femme motard.**

Jusqu'à ce 1er avril, l'EDSR de Tarn-et-Garonne n'échappait pas à ce constat. Depuis la création de l'unité, ses 17 motards son commandant inclus étaient tous des hommes.

C'est peu dire si l'arrivée de la chef Priscilla Perchat à peine âgée de 30 ans, est une révolution dans cet univers très masculin.

Originaire du Maine-et-Loire, la jeune tren-

tenaire a découvert la gendarmerie lors d'une opération de prévention de sécurité routière lorsqu'elle était au collège.

« Cela m'avait beaucoup plu et lorsqu'au lycée il y a eu un forum des métiers, j'ai d'emblée voulu aller vers cette voie », se souvient Priscilla. Son baccalauréat à peine en poche, elle devient gendarme – adjoint volontaire (GAV) à seulement 19 ans.

Comme un signe de sa future carrière, elle intègre alors le peloton motorisé (PMO) de Saint-Romain-sur-Cher près du zoo de Beauval. « C'est là que j'ai appris à faire de la moto et passé mon permis en 2013 », indique Priscilla qui ne fait alors que de la moto loisirs.

Quelques mois plus tard, elle n'entend pas stagner dans son cursus honorum en passant le concours de sous-officier. Reçue, elle repart à l'école durant 9 mois (2014).

Sans attache avec le Sud-Ouest, la jeune sous-officier n'a pas froid aux yeux, elle



Ce dimanche au CIEC de Castelsarrasin avec le commandant de l'EDSR 82, Ludovic Fornari et le nouveau préfet Vincent Roberti DDM, © Max Lagarrigue

gagne seule la communauté de brigades de Nègrepelisse dans le Tarn-et-Garonne.

«C'est là que j'ai appris les bases de mon métier, la police judiciaire notamment» confirme-t-elle.

C'est là aussi qu'elle est repérée par l'un des officiers de la compagnie de Montauban, Ludovic Fornari qui, une fois devenu commandant de l'EDSR 82, ne manque pas de l'encourager à vivre son rêve : **celui de devenir motard de la gendarmerie.**

«Après une opération des yeux pour ma myopie, le commandant Fornari m'a soutenue pour que j'obtienne ma permutation au PMO de Bressols», précise-t-elle. En attendant que son certificat d'aptitude médicale soit validé et qu'un appel à volontaire soit lancé, la gendarme passe son diplôme d'OPJ (officier de police judiciaire).

Volontaire pour l'école de «l'enfer» du centre de Fontainebleau comme la nomment les gendarmes qui y sont passés, Priscilla parvient à gagner son brevet de

motard après trois mois de stage intensif entre janvier et mars derniers.

Intégrée depuis le 1er avril aux effectifs des motards de l'EDSR 82, la jeune femme assure avoir «réalisé son rêve d'enfance». Au guidon des 250 kg de sa Yamaha FJR 1300, Priscilla savoure chaque instant.

«Le rapport avec les usagers n'est pas le même, lorsqu'ils voient une femme, ils sont impressionnés et ont d'emblée beaucoup de respect», témoigne-t-elle avec un sourire qui en dit long sur sa satisfaction d'avoir rejoint cette unité.

Source : [www.ladepeche.fr](http://www.ladepeche.fr)

# HÉLICOPTÈRES, DRONES, MILITAIRES : L'EXERCICE DE LA GENDARMERIE NE PASSE PAS INAPERÇU...



Plus de 700 gendarmes ont été mobilisés dans le cadre d'un exercice grandeur nature mené en Seine-et-Marne. même les habitants ont apporté leur contribution sans le savoir...

Vendredi 14 avril 2023. La France est engagée auprès d'un état allié pour faire face à **une menace d'invasion à l'étranger**. En représailles, le pays belligérant infiltre des forces dans l'Hexagone et la gendarmerie a pour mission de les retrouver...

Voici le scénario de l'impressionnant exercice de traque – nommé Midnight Express – qui s'est déroulé pendant 36 heures en Seine-et-Marne, sous la houlette de l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) de Melun.

## ■ LES FUGITIFS DEVAIENT S'EXFILTRER EN 36 HEURES

Hélicoptères, drones, brigade équestre, peloton d'intervention, équipes cynophiles : de gros moyens ont été engagés pour cette manœuvre qui n'est pas passée inaperçue, de Rozay-en-Brie jusqu'à Nemours. Les forces en présence : près de 700 gendarmes, répartis en deux équipes et pour l'organisation de la manœuvre.

« D'un côté, 90 élèves dans une 'force verte', explique le colonel Pierre-Yves

Bardy, commandant de la division formation à l'EOGN, qui a imaginé l'exercice. Leur objectif : s'exfiltrer d'une zone en moins de 36 heures, sans se faire repérer... » Pour y parvenir, les élèves devaient parcourir quelque 80 km à pied, avec un soutien minimum, juste de l'eau et de la nourriture, fournis par « des partisans » fictifs.

Dans cette équipe, des élèves de l'EOGN, de Polytechnique, de l'École navale ou de l'air, de l'École nationale supérieure de techniques avancées, mais aussi des élèves de l'école des carabiniers italiens ou la garde républicaine portugaise. De l'autre côté, la « force bleue », composée de 450 gendarmes, notamment des délégués de l'EOGN, qui vont rejoindre leurs affectations en août.

« Cet exercice est une mise en situation grandeur nature, détaille le colonel Emmanuel Casso, commandant de la promotion Combat de Pontlieue à l'EOGN. Midnight Express est une synthèse des savoir-faire de leur formation, une manière de vivre une expérience au plus près de la réalité du terrain qu'ils vont bientôt rejoindre. »

Sous leurs ordres, les élèves officiers devaient notamment gérer des sous-officiers des écoles de Dijon et Chaumont. « Les objectifs pédagogiques sont différents, insiste le colonel Pierre-Yves Bardy. Aguerir de jeunes gendarmes avec un exercice physique intense d'une part et simuler une opération de crise avec une réponse opérationnelle d'envergure d'autre part, pour les futurs officiers. »

## ■ LES HABITANTS AUSSI MOBILISÉS...

Un poste de crise avait ainsi été installé sur un parking de l'EOGN. « Recherche de personnes disparues ou de malfaiteurs : les gendarmes sont confrontés au quotidien à des situations du genre », poursuit-il. Si l'exercice avait déjà été mené en 2022, il a évolué cette année dans des proportions inégalées avec la participation de nombreuses écoles militaires et centres de formation.

Pour l'occasion, le centre opérationnel de la gendarmerie a été renforcé. « Nous avons expliqué l'exercice aux habitants qui ont appelé le 17, mais nous avons aussi analysé et transmis leurs renseignements aux effectifs sur le terrain », note le colonel Pierre-Yves Bardy.

Effectivement, des dizaines de personnes en treillis qui parcourent la Seine-et-Marne à pied ou les survols d'hélicoptères ne passent pas vraiment inaperçus... Ce dimanche 16 avril 2023, pour la fin de l'exercice, deux équipes de fuyitifs sur les 16 engagées sont parvenues à passer entre les mailles du filet.

« On a repéré plus de 90 % des fuyitifs, alors il faut saluer le gros travail des élèves qui ont été confrontés aux réalités du terrain, conclut l'organisateur. Les premières 24 heures ont été très éprouvantes, notamment à cause de la météo, mais les officiers ont pu s'aguerrir en situation opérationnelle : la lutte contre la délinquance passe par-là. »

Source : [actu.fr](https://actu.fr)



# **SAINTE-SOLINE :**

## **LE PATRON DE LA GENDARMERIE TROUVE « AHURISSANT » DE DIRE QUE LES FORCES DE L'ORDRE ONT INTERDIT AUX SECOURS D'INTERVENIR**

« Considérer que des gendarmes vont s'opposer à des secours, mais c'est même plus qu'indécent », a dénoncé Christian Rodriguez, sur franceinfo, ce jeudi.

Une prise de parole attendue. Après les affrontements à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, le 25 mars, les familles de deux hommes dans le coma après la manifestation interdite anti « méga-bassines », ont déposé plainte, notamment pour « tentative de meurtre », alors que les autorités défendent l'action des forces de l'ordre.

La Ligue des droits de l'Homme, accuse les forces de l'ordre d'avoir entravé l'intervention des secours, samedi, à Sainte-Soline lors d'une manifestation interdite contre les retenues d'eau.

Dans un enregistrement que franceinfo s'est procuré, on entend un échange téléphonique entre un médecin, une avocate de la LDH et un opérateur du Samu. « On n'enverra pas d'hélicoptère ou de moyen SMUR sur place parce qu'on a ordre de ne pas en envoyer par les forces de l'ordre », assure ce dernier.



« Je trouve ça ahurissant » de dire que la gendarmerie a interdit aux secours d'intervenir à Sainte-Soline pour venir en aide aux blessés, a dénoncé le directeur général de la gendarmerie nationale, Christian Rodriguez sur franceinfo jeudi 30 mars. « Considérer que des gendarmes vont s'opposer à des secours, mais c'est même plus qu'indécent », ajoute-t-il.



Les familles des deux blessés dans le coma ont porté plainte pour tentative de meurtre. Une enquête a été confiée à l'Inspection générale de la gendarmerie (IGGN). Savez-vous tout d'abord dans quelles conditions ont-ils été blessés ?

C'est tout le sens de l'enquête. C'est pour ça que l'enquête a été demandée. Il y a eu des plaintes et l'enquête, justement, nous permettra de savoir ce qui s'est réellement passé. Beaucoup de choses se disent et moi, j'ai hâte aussi de savoir concrètement ce qui s'est passé. Ces deux personnes qui étaient présentes sur la manifestation je ne peux pas vous dire à ce stade si c'était des manifestants ou des casseurs. On a eu beaucoup de mal à avoir les identités en réalité. Donc c'est aussi tout le sens de l'enquête qui aura lieu qui permettra de déterminer dans quelles conditions cela s'est passé et s'ils étaient manifestants ou s'ils étaient là pour être violents.

**La Ligue des droits de l'homme a diffusé l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre un médecin qui tente de coordonner les secours à distance et un membre du Samu. Enregistrement qui laisse penser que les secours n'ont**

**pas eu le droit d'aller soigner l'un des hommes qui se trouve aujourd'hui dans le coma. Avez-vous empêché les secours d'intervenir ?**

Je trouve ça ahurissant. Je trouve ça ahurissant parce que dans un premier temps, quand il y a une manifestation, il y a des organisateurs et les organisateurs organisent et notamment la façon dont les secours interviennent. Ça n'a pas été le cas. Et bien que la manifestation ait été interdite, pour autant la préfète a appelé les organisateurs et les a sollicités pour essayer de voir comment on pouvait organiser au mieux les choses. Considérer que des gendarmes vont s'opposer à des secours, mais c'est même plus qu'indécent.

**Est-ce qu'il y a pu avoir ordre de la gendarmerie de ne pas intervenir pour que les secours ne soient pas menacés ?**

C'est même la polémique que je ne comprends pas en réalité. Et là aussi, ça a été dit, ça a été écrit. Quand il y a une situation qui est compliquée, on évite de mettre les secours en difficulté. Mais ça, l'enquête le déterminera. On est quand même dans un monde où les pompiers nous demandent



C'est une bonne question en fait. Concrètement, ce n'est pas qu'un trou. Il y a un État de droit qui prévoit qu'on n'a pas le droit d'attaquer quelque chose qui appartient à quelqu'un d'autre. C'est un peu à nous de faire respecter la loi. Ce n'est même pas une manifestation, c'est un attroupement.

“ La vraie question, c'est pourquoi est-ce qu'on a des gens qui viennent avec des haches, avec des cocktails Molotov, avec un chalumeau ?

— Christian Rodriguez à franceinfo

d'être présents quand ils interviennent dans certaines situations parce qu'ils vont éteindre les incendies, ils sont caillassés. Concrètement, les secours doivent être protégés.

On peut avoir à un moment donné une situation qui est tellement compliquée -c'était le cas à Sainte-Soline- qu'il faut éviter que les secours y aillent.

**Dans l'enregistrement, le coordinateur du Samu affirme que les médecins militaires présents sur place n'ont pas vocation à soigner les civils, qu'ils ne sont là que pour aider les forces de l'ordre. Que répondez-vous ?**

C'est totalement faux. Les médecins sont là pour soigner et pour intervenir. Et ils l'ont fait et ils l'ont fait sous les jets, sous le caillassage de Black Blocs qui étaient présents et qui ne voulaient pas que ces médecins de gendarmerie interviennent.

**Le week-end dernier dans les Deux-Sèvres il y avait 3 200 hommes, neuf hélicoptères, 25 000 grenades lacrymogènes utilisées. Est-ce qu'il fallait tout cela pour défendre « un trou », comme le disent les associations présentes ?**

On a quand même des gens qui essaient de nous découper les véhicules de la gendarmerie qui étaient postés là.

**Il y a une question également sur l'utilisation des quads par la gendarmerie. Le ministre de l'Intérieur a reconnu qu'il y avait eu des tirs de LBD depuis les quads alors que c'est interdit. Comment vous expliquez ce qui s'est passé ?**

On a également une enquête sur place. J'attends les réponses demain. Était-ce de la légitime défense? S'il y a eu des fautes qui ont été commises, elles seront sanctionnées. J'ai aussi vu des images de deux gendarmes sur un quad, poursuivis par des gens avec des haches dans les mains. Je n'ose à peine imaginer ce qui se serait passé si les gendarmes avaient basculé au milieu de cette foule qui venait avec des moyens qui sont plus dangereux que ceux dont nous disposons.

Source : [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)

# CASTELNAU-LE-LEZ :

## VANESSA DEMARIA, « LES GENDARMES ONT UN DEVOIR D'EXEMPLARITÉ »

La lieutenant-colonelle Vanessa Demaria, commandante de la compagnie de gendarmerie de Castelnau-le-Lez, évoque le rôle de représentation, la gestion du danger, et les joies et difficultés du métier de gendarme...

### COMMENT LES GENDARMES SE PROTÈGENT-ILS DU DANGER ?

— **Vanessa Demaria** : « Depuis 2015, nous nous mettons en civil dès que nous ne sommes pas au travail, pour des raisons de sécurité. Dans ce contexte de menace terroriste, nous ne nous cachons pas mais une fois seuls, hors caserne, nous sommes toujours en civil. C'est un principe de protection, de ne pas faire ses courses en tenue pour éviter les atteintes. Nous, gendarmes, représentons l'autorité. La majorité des gens nous remercient et sont admiratifs, d'autres nous en veulent... De toute façon, le danger est permanent. Ça fait partie du métier. On l'accepte quand on signe. Je suis amenée à sortir mon arme ; je mesure le risque. Mon rôle est de ne pas envoyer mes gendarmes faire n'importe quoi. Tout est étudié et pesé avant une arrestation au petit matin : le lieu, les antécédents... Mais nous avons conscience que, lorsque nous sommes appelés pour un banal différend de voisinage ou des violences intrafamiliales, nous pouvons être accueillis à coups de fusil. Nous suivons des formations pour diminuer le risque. Mais nous assumons le fait que nous sommes là pour protéger la population. »

### VOUS ÊTES UN PERSONNAGE PUBLIC. COMMENT GÉREZ-VOUS LE FAIT QUE VOTRE VISAGE SOIT CONNU ?



— **Vanessa Demaria** : « Je ne peux pas rester anonyme car je fais partie des autorités locales. On me voit lors des manifestations et des cérémonies, aux côtés des maires. C'est l'un des aspects de ma mission de rayonnement de l'institution. »

### COMMENT VIT-ON LE FAIT D'ÊTRE GENDARME, AU QUOTIDIEN ?

— **Vanessa Demaria** : « On est gendarme 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, même lorsque l'on est en civil. Les gens nous posent des questions et rapportent tous nos propos à cet aspect-là. Je suis gendarme à plein temps. J'ai ce devoir d'exemplarité en tout temps et en tout lieu. Quand on est gendarme, on a conscience que tout ce



que l'on fait même en civil peut avoir des répercussions sur l'image de l'institution. Donc on fait attention aux propos, comportements et positions que l'on prend. C'est aussi le cas sur les réseaux sociaux. Nous exerçons un métier où l'on peut subir une double sanction : si l'on agit mal en civil, une sanction disciplinaire peut suivre. On se doit d'être respectueux. »

### COMMENT LA GENDARMERIE PRÉVIENT-ELLE LES SUICIDES ?

— **Vanessa Demaria** : « Les gendarmes ont la facilité d'avoir l'armement sous la main pour passer à l'acte. Il y a une extrême violence dans cet acte. Mais la gendarmerie a déployé des mécanismes de prévention. Il existe un certain nombre de dispositifs. Dans le département, un psychologue clinicien est employé par la gendarmerie. On active ce dispositif à chaque situation préoccupante. Les gendarmes peuvent le solliciter en direct. On peut aussi signaler sur Internet. Il y a également des référents risques sociaux. En parlant aux gens on peut détecter les risques psycho-sociaux. La vie en communauté permet aussi des remontées d'informations de divers canaux. On peut alors solliciter le médecin chef militaire, le psychologue, mettre en place un accompagnement particulier. »

### QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS DU MÉTIER DE GENDARME ?

— **Vanessa Demaria** : « Aujourd'hui, à mon sens, la principale difficulté consiste à concilier vie personnelle et vie professionnelle, car désormais, dans les couples, les deux ont des aspirations professionnelles. Être gendarme est un métier prenant, passionnant. Il est difficile de mettre une limite. Les générations plus jeunes et la sortie du Covid sont à l'origine d'une volonté plus marquée d'avoir du temps pour soi. On fait des astreintes de 24 heures, de 8h à 8h. Pour les commandants c'est 4 à 6 jours d'affilée. C'est contraignant mais ça fait partie du métier ; pour les pompiers c'est pareil.

Personnellement, j'ai l'immense chance d'avoir rencontré mon époux en gendar-

merie. Il comprend complètement mon rythme de travail car il a commandé le même genre d'unité. Lorsque nous travaillions tous les deux, il n'était pas facile de combiner notre métier et notre rôle de parents. Il m'est arrivé de faire venir ma mère en urgence par le train pour qu'elle garde notre fille. Mon conjoint, qui me soutient énormément, a pris un congé parental pour me permettre de suivre dans de bonnes conditions ma scolarité à l'École de Guerre en 2021-2022. Actuellement, si j'exerce sereinement mon métier, c'est parce qu'il a pris sa retraite d'officier de gendarmerie pour me permettre de me libérer pour mon poste. Il gère la vie familiale, les devoirs de notre fille, les courses... Sans son aide, tout mener de front serait bien plus difficile...

Une autre difficulté que j'identifie est liée aux mutations fréquentes tous les trois ou quatre ans lorsque l'on est chargé de commandement, officier et tous les six ans quand on est à l'état-major. Le risque est de ne plus avoir envie de déménager, de déstabiliser une nouvelle fois sa famille, de se réadapter. Même si personnellement je ne regrette rien... »

### QUELLES SONT LES JOIES DE CE MÉTIER ?

— **Vanessa Demaria** : « On éprouve une grande joie à sauver des victimes, à empêcher un événement dramatique de se produire, à arrêter un délinquant après une enquête de plusieurs mois, à retrouver une personne disparue, à réussir sa mission. Il arrive que nous recevions des lettres de remerciement, des dessins d'enfants. C'est très gratifiant ; nous savons pourquoi nous faisons ce métier... »



# LA POLICE ET LA GENDARMERIE PASSENT AUX SCOOTERS ÉLECTRIQUES CONÇUS À NANTES

La police nationale et la gendarmerie vont s'équiper de maxi scooters électriques pour leurs interventions. Un marché à gros potentiel remporté par une PME basée à Nantes, Tilgreen

Basée à Saint-Herblain, la société Tilgreen est spécialisée dans la conception de vélos et deux-roues motorisés électriques. En pleine croissance, elle a convaincu le ministère de l'Intérieur de lui commander des scooters équivalents 125 cm<sup>3</sup>.

■ **Tilgreen développe aussi un modèle de moto GT pour les professionnels.**

« On travaillait depuis quelque temps déjà sur ce marché. C'est donc une excellente nouvelle pour nous. C'est la démonstration de notre savoir-faire et

de notre capacité à répondre à un cahier des charges très précis. » David Pluchon, dirigeant fondateur de Tilgreen est plus que satisfait. Basée à Saint-Herblain, en banlieue nantaise, sa société a obtenu le feu vert du ministère de l'Intérieur pour la fourniture de maxi scooters électriques aux équipes de la police nationale, de la gendarmerie ainsi qu'à la préfecture de police de Paris. Mis à part quelques expérimentations locales, les forces de l'ordre française ne disposent pas encore d'une flotte conséquente de scooters électriques pour leurs interventions.

« L'intérêt de la mobilité électrique du point de vue environnemental est, bien sûr, connu. Mais le ministère de l'Intérieur s'est montré aussi particulièrement intéressé par l'absence de bruit de la motorisation. C'est très appréciable en milieu urbain. » L'imminence des Jeux olympiques de Paris 2024, événement lors duquel la France sera « particulièrement observée » par les visiteurs étrangers, et le développement des zones à faibles émissions (ZFE), ont aussi contribué à convaincre le ministère de l'intérêt de basculer sur l'électrique, rapporte le patron de Tilgreen.

■ « **Le potentiel est de plusieurs milliers d'unités** »

Livrés siglés (certains seront banalisés) et équipés d'accessoires spécifiques, les scooters commandés sont des équivalents 125 cm<sup>3</sup> dotés d'une autonomie d'environ 200 km. « Ils peuvent monter à 130 km/h, avec une accélération étonnante. Ils sont très à l'aise en zones urbaines et périurbaines. » Les premières livraisons sont prévues ces prochains jours en Ile-de-France. « C'est un marché à bons de commande, je ne peux pas dire encore combien de véhicules seront vendus au total, indique David Pluchon. Cela dépendra des retours d'expérience des services. Ce sera au minimum 200 engins. Mais je pense qu'on sera bien au-dessus, le potentiel est de plusieurs milliers d'unités. Cela peut nous faire changer de dimension. »

Outre la police et la gendarmerie françaises, Tilgreen, qui équipe déjà la police de Catalogne, espère finaliser un « contrat très important » avec l'union des groupements d'achats publics (UGAP) pour équiper les services de collectivités en scooters. Elle travaille également au développement d'une moto électrique de type Grand tourisme (équivalent 650 cm<sup>3</sup>) destinée aux professionnels : police, pompiers, taxis, secouristes... « C'est la première moto électrique GT au monde, explique David Pluchon. On fonde beaucoup d'espoirs dessus. On l'a fait essayer aux polices espagnoles et portugaises ainsi qu'à la préfecture de police de Paris. On espère qu'ils seront convaincus. »

“ Livrés siglés (certains seront banalisés) et équipés d'accessoires spécifiques, les scooters commandés sont des équivalents 125 cm<sup>3</sup> dotés d'une autonomie d'environ 200 km. " Ils peuvent monter à 130 km/h, avec une accélération étonnante. Ils sont très à l'aise en zones urbaines et périurbaines. "

Fondée fin 2005 avec pour activité initiale la commercialisation d'hoverboards, Tilgreen est spécialisée dans la conception de vélos et scooters électriques qu'elle vend auprès de magasins distributeurs ou en direct depuis son site Internet. L'entreprise, qui emploie pour l'heure 12 personnes, essaie de se démarquer de la forte concurrence avec une gamme restreinte mais « très personnalisable », ainsi que par des offres de location longue durée.

Pour 2023, elle table sur une croissance de chiffre d'affaires d'environ 50 %. A moyen terme, elle envisage de développer le « reconditionnement de deux-roues électriques » d'occasion et de transférer l'essentiel de sa production en France.

# DES MÉDECINS RETRAITÉS SOLLICITÉS POUR ÉPAULER LES GENDARMES ET LES POLICIERS **DU CHER**

Dans le Cher, en cas de découverte de cadavre, il faut parfois compter 24 heures avant qu'un médecin soit disponible pour établir un certificat de décès.

Une convention de partenariat a été signée, mardi 24 janvier 2023, entre l'Ordre des médecins, la gendarmerie, la police nationale et le parquet de Bourges pour raccourcir ces délais.

C'est une première dans le département du Cher. Des médecins retraités qui acceptent de renfiler leur blouse blanche pour prêter main-forte aux policiers et aux gendarmes, ainsi qu'à la justice.

Leur rôle ? Établir des certificats de décès pour les cas de découverte de cadavre. Une tâche plutôt insolite pour ces anciens généralistes, qui avaient l'habitude de soigner les vivants.

Une convention de partenariat a été signée, mardi 24 janvier 2023, entre l'Ordre des médecins du Cher, la gendarmerie, la police nationale et le parquet de Bourges, pour officialiser ce partenariat.

## **PAS DE LEVÉE DE CORPS SANS CERTIFICAT**

Le capitaine Hervé Ligerot, officier adjoint police judiciaire au groupement de gendarmerie du Cher et auteur de la convention de partenariat, explique : « Lors d'une



découverte de cadavre, que ce soit dans un lieu public ou dans une habitation privée, le procureur de la République est prévenu.

Un médecin est alors appelé, afin de constater le décès.

Sans ce certificat, on ne peut pas procéder à la levée de corps et, donc, on ne peut pas travailler. »

Lydie Samour, vice-procureure signataire de la convention au nom du parquet de Bourges, abonde :

**« Sans ce certificat de décès, la personne est juridiquement considérée comme vivante et rien ne se passe. »**

— LYDIE SAMOUR  
(vice-procureure au parquet de Bourges)

## **JUSQU'À 24 HEURES D'ATTENTE POUR UN CERTIFICAT DE DÉCÈS**

Mais, sur le terrain, la réalité pour les forces de l'ordre et de sécurité est parfois compliquée, faute de trouver un médecin disponible pour établir le certificat. Le capitaine Ligerot livre l'exemple d'un cas survenu en décembre dernier, dans le département :

**« Nous avons eu une personne décédée à domicile. On s'est déplacés vers 17 heures. Aucun médecin du Samu ou de médecin généraliste n'était disponible pour venir. À 21 heures, on a dû poser des scellés sur la maison, pour geler les lieux. Un médecin n'a pu venir que le lendemain soir. »**

— HERVÉ LIGEROT  
(officier adjoint police judiciaire au groupe-  
ment de gendarmerie du Cher)

Dans ce cas-là, ce sont deux gendarmes qui ont été mobilisés pour surveiller les lieux. Des effectifs qui ne pourront pas intervenir sur d'autres opérations, le cas échéant. « Il y a parfois des membres de la famille qui sont présents, souligne Lydie Samour. On ne peut pas les faire attendre 12 ou 13 heures. »

## **MAILLAGE TERRITORIAL DE RETRAITÉS VOLONTAIRES**

Pour remédier à ces situations, le capitaine Ligerot s'est rapproché de l'Ordre départemental des médecins et de son président, le Dr Thierry Baland. Celui-ci précise :

**« Le département du Loir-et-Cher a mis en place ce partenariat avec des médecins retraités. Nous avons pris contact avec eux pour s'en inspirer. Il a ensuite fallu recenser les volontaires du département. »**

— DR THIERRY BALAND  
(président de l'Ordre des médecins du Cher)

Le résultat, ce sont neuf anciens professionnels, répartis de manière plus ou moins homogène sur le territoire, disposés à venir établir un certificat de décès à la demande des policiers ou des gendarmes, dans un rayon d'environ 20 km autour de leur domicile, en cas d'indisponibilité d'un médecin du Samu ou d'un généraliste en exercice. « Cela pourrait représenter, en moyenne, deux à trois certificats par personne et par an » estime Hervé Ligerot.

Lors de la signature de la convention, six des neuf volontaires étaient présents. Ils ont profité de cet échange pour poser les dernières questions sur le sujet aux gendarmes et policiers présents.

« Est-ce que si on établit un certificat de décès pour une mort violente et qu'il y a un procès aux assises, on va nous demander de venir déposer devant la cour ? », s'enquiert l'un des généralistes retraités. Réponse de la vice-procureure :

**« Ça ne s'est jamais vu à ma connaissance. On vous demande juste d'établir le certificat de décès. »**

Les médecins retraités, mais qui disposent encore d'un numéro au registre permanent des professionnels de santé (RPPS), seront rémunérés par l'Assurance maladie pour ces certificats.

# YVELINES :

## GÉRALD DARMANIN CONCERTE LES ÉLUS POUR FORMER DE NOUVELLES BRIGADES DE GENDARMERIE



Chaque département en aura deux. Mais où ? C'est pour décider de l'implantation de ces nouvelles brigades de gendarmerie, promises à l'été 2023 par le gouvernement, que le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, est venu rencontrer les élus des communes rurales des Yvelines ce lundi. Dans la salle des fêtes des Bréviaires, près de Rambouillet, ministère, militaires et maires ont passé deux heures à échanger sur la meilleure façon d'exploiter ces moyens supplémentaires.

C'est le colonel Vincent Roche qui a exposé ses propositions au ministre, après en

avoir préalablement discuté avec les élus locaux. « La délinquance a progressé de manière significative, ce qui nécessite une réorganisation constante de nos brigades, évoque le chef des gendarmes des Yvelines en préambule. Depuis 2002, treize brigades ont été dissoutes dans notre département. »

La première brigade sera probablement attendue dans le nord du territoire, dans la zone dite « des trois frontières » que sont les communes de Mantes-la-Jolie, Saint-Germain-en-Laye et Rambouillet, trois villes en zone police. Elle renforcera

les effectifs déjà en place et nécessitera certainement la construction de locaux neufs pour l'accueillir. Une promesse d'ores et déjà faite par le président du conseil départemental des Yvelines, Pierre Bédier, au colonel de gendarmerie.

### **FAIRE FACE À UNE DÉMOGRAPHIE EN HAUSSE**

En attendant sa construction – estimée entre 4 et 5 ans de travaux – la nouvelle brigade pourrait s'installer provisoirement dans d'autres murs pouvant les accueillir, comme un bureau de poste par exemple.

Cette équipe contribuera à mieux faire face à la croissance démographique, bien plus forte en zone gendarmerie – 3 à 4 % par an, soit environ 2000 habitants supplémentaires – qu'en zone police – 1,20 % pour le département des Yvelines.

Elle sera par ailleurs particulièrement vigilante aux axes routiers, le long desquels les cambriolages s'accumulent ces dernières années, ainsi qu'aux vols de voitures, devenus très prenants pour les forces de l'ordre locales.

### **UNE BRIGADE MOBILE MOBILISÉE SUR LES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT**

La seconde brigade de gendarmerie souhaitée par les élus locaux serait quant à elle mobile, et profiterait à l'ensemble du département, avec un point d'attache plutôt au sud. Celle-ci serait exclusivement dédiée aux sujets environnementaux.

« Je pense qu'on manque de surveillance autour des espaces naturels, fait remarquer Sylvain Lambert, le maire de Rochefort-en-Yvelines. On finit par prendre des abonnements aux déchetteries pour se débarrasser des dépôts sauvages. Il y a aussi la circulation des véhicules à moteurs, les barbecues, etc. »

En plus des dépôts sauvages, cette brigade pourrait intervenir sur les sujets en lien avec les pénuries d'eau et les feux de forêt. « On doit aussi renforcer notre action sur le golf national de Guyancourt avec les Jeux olympiques qui arrivent car

il y a des actions malveillantes de la part de certains écologistes radicaux », ajoute Vincent Roche.

### **UNE PRISE DE FONCTION ATTENDUE POUR L'ÉTÉ PROCHAIN**

Parmi les maires qui ont pris la parole, plusieurs ont évoqué la volonté d'obtenir plus de deux brigades. L'argument pour les Yvelines étant la particularité du territoire, dont 80 % se trouvent en zone rurale lorsque la répartition police gendarme est plutôt équivalente dans les autres départements.

Les zones de compétences des uns sont imbriquées dans les zones de compétences des autres. Et si les relations semblent cordiales entre tous, il reste que les gendarmes revendiquent plus de charge de travail que dans d'autres régions de France.

Ce à quoi le ministre de l'Intérieur n'est pas resté insensible. « La particularité du territoire étant ce qu'elle est, on va regarder ce qu'il est possible de faire. Le préfet n'aura qu'à me soumettre 3 propositions, si c'est accepté ce sera grâce à moi, et si la 3e est refusée ce sera de sa faute à lui », a lancé Gérald Darmanin sur le ton de l'humour. Attendues fin mars, ces propositions déboucheront sur la publication de la carte des 200 nouvelles brigades de gendarmerie de France au mois de mai 2023 pour une prise de fonction effective entre juillet et août.



# BAPTÊME DE L'AIR POUR LES NOUVEAUX CHIENS DE LA BRIGADE CYNOPHILE AVEC **LA GENDARMERIE D'EGLÉTONS**

Les recrues de la 186<sup>ème</sup> promotion des équipes cynophiles de la gendarmerie nationale sont montées à bord d'un hélicoptère pour s'habituer à ces nouvelles sensations.

Le vol d'accoutume était organisé à Gramat (Lot), avec la participation de la section aérienne de la gendarmerie d'Egletons.

Brooly, Faith, Gandja, Aslan, Ryder, Saiko, Scott, Seven, Simba, Sierra, S'Rokie, Stark, Sven, Sweet, Vegeta, Orezza, Raptor, Roca, Rock, Rocky, Roxy, Scar, Silver, Sirius, Snow, Spider, Starter, Titan et Togo, sont tous montés à bord d'un hélicoptère avec la gendarmerie d'Egletons notamment, pour un baptême de l'air. Ces nouvelles recrues

de 186<sup>ème</sup> promotion des équipes cynophiles de la gendarmerie nationale.

## ■ Initier les chiens au vol

Le but est d'habituer les chiens à ces nouvelles sensations : le bruit de l'appareil, au vent des hélices et aux vides; et les préparer ainsi à leurs futures missions opérationnelles.

Le vol d'accoutumance était organisé le dimanche 19 mars, au Centre National d'Instruction Cynophile de la Gendarmerie (CNICG) de Gramat (Lot), et avec la participation de la Section Aérienne de la Gendarmerie d'Egletons. Le stage se déroule durant 14 semaines au CNICG de Gramat.



# LES FEMMES À L'HONNEUR DANS LA GENDARMERIE DE LA MARNE



La réserviste marnaise Mallory qui a pris part à ce projet.

« Avec ces portraits, nous voulons mettre en avant à la fois les métiers de la gendarmerie mais surtout les femmes : cela fait quarante ans qu'elles ont le droit d'intégrer la gendarmerie. », explique le responsable du recrutement Xavier Brunel.

Disponibles sur les comptes Instagram et Facebook du Centre d'information et de recrutement (CIR) de Reims, Strasbourg et Metz, les portraits vidéos de six femmes gendarmes feront découvrir au public les métiers de maître-chien, télépilote de drone, gendarme mobile ou encore technicienne en identification criminelle.

À l'initiative de la Région de Gendarmerie du Grand-Est, ce projet a été repris par Xavier Brunel accompagné de Mallory, une

des réservistes. « C'est le premier projet que nous avons en commun sur la grande région depuis que nous ne sommes plus rattachés à la Champagne-Ardenne : nous voulons mutualiser nos moyens ».

Le but à long terme est aussi de recruter à la fois pour des postes de réservistes mais aussi pour ceux de gendarmes volontaires, « Nos concours sont ouverts toute l'année. Pour le poste de sous-officier, à peu près 5 000 postes sont à pourvoir, que ce soit en candidature externe, donc libre, ou en candidature interne ».

# AAMFG

**L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.**

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

## LES RESPONSABLES

### Mme Murielle NOEL

#### Présidente Nationale

35, Les Planèzes  
23400 BOURGANEUF  
muriellenoel@aamfg.fr  
06 87 18 26 67

### Fabienne GOESLIER-CHALLES

#### Vice présidente

70, rue des Capucins  
41200 ROMORANTIN LANTHENAY  
fabiennechalles@aamfg.fr  
06 86 30 17 40

### Christine ROBIN

#### Secrétaire générale

155, chemin de Baylot  
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC  
christinerobin@aamfg.fr  
06 62 63 33 55

### Virginie RODRIGUEZ

#### Responsable entraide

2 rue de la GIOLAIS - 35450 DOURDAIN  
virinierodriguez@aamfg.fr  
06 26 88 06 09

### Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2  
83160 LA VILETTE DU VAR  
mariannebarale@aamfg.fr  
06 65 65 39 23

### Christelle PINGEOT

87250 BESSINES SUR GARTEMPE  
christellepingeot@aamfg.fr  
06 22 26 60 59

### Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER  
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

## POURQUOI ADHÉRER ?

[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et ville : .....

Téléphone : .....

Portable : .....

E-mail : .....

Cotisation annuelle : 15 € <sup>(1)</sup>

Don de soutien à l'association : .....<sup>(2)</sup>

(montant libre et facultatif)

Total du paiement \* (-1 + 2) : .....

Parrainage : .....

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

## AAMFG – Service des Adhésions

35, les planèzes 23400 Bourganeuf

\*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG